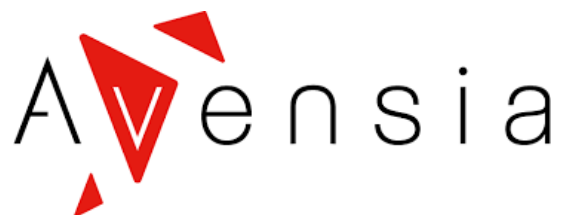




**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE REAMENAGEMENT DE LA ZONE PYROTECHNIQUE DE LA GENDARMERIE LE BLANC (36)

Date et heure limites de réception des candidatures :
06 juin 2025 à 12:00

Bureau Zonal des Achats et des Marchés Publics
28 rue de la Pilate
CS 40725
35207 RENNES Cedex 2

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	CONCOURS DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LE REAMENAGEMENT DE LA ZONE PYROTECHNIQUE DE LA GENDARMERIE LE BLANC (36)
	Mode de passation	Concours restreint
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Groupement conjoint avec mandataire solidaire. Le mandataire solidaire devra être l'architecte.
	Variante	Autorisée
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai prévisionnel	56 mois (période de garantie de parfait achèvement comprise)
	Visite sur site	Visite obligatoire (modalités précisées dans le règlement de la phase offre)

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	5
1.1 - Objet.....	5
1.2 - Mode de passation.....	5
1.3 - Type et forme de contrat.....	5
1.4 - Décomposition de la consultation.....	5
1.5 - Nomenclature.....	5
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	6
2.1 - Déroulement de la consultation.....	6
2.2 - Délai de validité des offres.....	6
2.3 - Forme juridique du groupement.....	6
2.4 - Variante.....	8
2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles.....	8
3 - Les intervenants.....	8
3.1 - Désignation du pouvoir adjudicateur.....	8
3.2 - Représentant de l'acheteur.....	8
3.3 - Conduite d'opération.....	8
3.4 - Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	8
3.5 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	9
3.6 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	9
3.7 - Contrôle technique.....	9
3.8 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	9
4 - Conditions relatives au contrat.....	9
4.1 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	9
4.2 - Confidentialité.....	9
4.3 - Mesures de sécurité.....	9
5 - Contenu du dossier de consultation.....	10
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	11
6.1 - Documents à produire.....	11
6.2 - Présentation des variantes.....	15
6.3 - Planches.....	15
6.4 - Visites sur site.....	16
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	16
7.1 - Pré-requis techniques et format électronique.....	16
7.2 - Transmission électronique.....	16
7.2 - Transmission sous support papier.....	17
8 - Composition et avis du jury.....	17
8.1 - Composition du jury.....	17
8.2 - Avis du jury.....	18

8.3 - Organisation de l'anonymat - Secrétariat de concours.....	18
9 - Examen des candidatures et des offres.....	18
9.1 - Sélection des candidatures.....	18
9.2 - Attribution des marchés.....	19
9.3 - Suite à donner à la consultation.....	20
10 - Récompenses.....	20
11 - Renseignements complémentaires.....	20
11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	20
11.2 - Procédures de recours.....	20
13 - Protection des données personnelles.....	21

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Le concours de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la zone pyrotechnique de la Gendarmerie.

Le projet a pour but l'extension des hangars de stockage des munitions de la Gendarmerie et de la Police Nationale, basée au Blanc (36) afin de séparer les activités de stockage et de préparation des munitions. Le projet permettra également d'adapter les espaces de travail aux besoins de l'activité et de proposer des espaces tertiaires complémentaires à l'activité pyrotechnique, à proximité immédiate du site.

Lieu(x) d'exécution :
54 rue de la Guignière
36300 Le Blanc

Le projet se situe sur un terrain classé en zone protégée.

Prix estimatif des travaux : 2 100 000 € HT (valeur septembre 2024)

Durée prévisionnelle des travaux : 20 mois

1.2 - Mode de passation

L'opération relève du champ d'application des dispositions du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique (CCP).

La consultation porte sur un concours restreint de maîtrise d'œuvre, lancé conformément à l'article L.2172-1 du CCP et organisé selon les dispositions des articles R. 2162-15 à R. 2162-26 du CCP.

A l'issue du concours, le marché pourra être négocié avec le ou les lauréats, sans publicité ni mise en concurrence, en application des articles R. 2122-6 et R. 2172-2 du CCP.

Cette consultation est un concours d'architecture et d'ingénierie sur : Esquisse

Après levée de l'anonymat, le jury se donner le droit d'auditionner au cours d'une nouvelle réunion, séparément, chacun des concurrents.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : En application des dispositions prévues à l'article L.2113-11 1° du Code de la commande publique, il est dérogé au principe d'allotissement en raison de motifs techniques. Ces motifs sont justifiés par le risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations de maîtrise

d'œuvre devant être attribuées à un même groupement et coordonnés par un architecte mandataire.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71200000-0	Services d'architecture
71221000-3	Services d'architecte pour les bâtiments
71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2.1 - Déroulement de la consultation

- **Phase 1 : phase candidature** au terme de laquelle 3 candidats maximum admis à présenter une offre seront sélectionnés, sur la base des critères de sélection des candidatures définis par le présent règlement de consultation.

Les candidats remettent un dossier de candidature complet, conforme aux dispositions du présent règlement.

Le jury vérifie la conformité des candidatures reçues au regard des conditions de participation, les analyses sur la base des critères de sélection définis dans l'avis de concours et précisés ci-après, formule un avis motivé sur chaque candidature et propose 3 candidats admis à concourir pour la seconde phase, sous réserve d'un nombre suffisant de candidatures conformes.

- **Phase 2 : une phase d'offre** au terme de laquelle l'attributaire sera choisi, sur la base de leur offre jugée au vu des critères de jugement des offres indiqués au présent règlement.

A l'issue de la première phase, les trois candidatures retenues, pour la phase offre se verront mettre à disposition sur le profil acheteur PLACE le dossier de consultation associé à la phase offre. Ces candidats disposeront d'un délai pour élaborer et remettre leur offre, dont la durée et la date seront arrêtés dans le règlement de la phase offre.

Les participants remettront anonymement un dossier de projet dont le niveau de conception correspond à une **esquisse**.

Le jury examinera les dossiers anonymisés ainsi reçus, sur la base des critères d'évaluation définis dans l'avis de concours et précisés dans le règlement de consultation de la phase offre puis établira un classement des projets.

L'acheteur choisira le ou les lauréats du concours au vu des procès-verbaux et de l'avis du jury.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec le ou les lauréat(s) du concours.

A l'issue du concours, conformément aux articles R. 2122-6 et R. 2172-2 du CCP, l'acheteur lance une procédure sans publicité ni mise en concurrence lui permettant de négocier avec le ou les lauréats, après le dépôt de l'offre, les conditions techniques, administratives et financières du

marché de maîtrise d'œuvre décrit en objet. Le marché sera conclu, avec un seul opérateur économique. Celui-ci pourra être un candidat individuel ou un groupement.

Le présent règlement de la consultation porte sur la phase candidature.

2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.3 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur dans la mesure où cela est nécessaire à la bonne exécution du marché.

L'architecte devra impérativement être mandataire du groupement.

Conformément aux articles R.2142-3 et R.2142-26 du code de la commande publique, les modifications de composition du groupement sont soumises à l'approbation du maître d'ouvrage. Celui-ci interdit la modification de la composition des groupements en cours de consultation dès lors qu'elle porte une atteinte significative à l'égalité de traitement des candidats.

En cas de mise en œuvre de la présente exception par un ou des groupements, la gestion du secret des affaires entre les groupements est à la charge du mandataire de chaque groupement.

Les tâches suivantes seront effectuées par un ou plusieurs membres du groupement dans les conditions suivantes :

Les compétences exigées au sein du groupement sont :

- Architecture,
- Economie de la construction tous corps d'état,
- Ingénierie des structures (béton, bois, acier ...),
- Ingénierie technique : thermique et fluides (STD, FLJ, RT, PB, CVC ...), courants forts et faibles (HT, BT, VDI, CA, SSI ...),
- Ingénierie des VRD,
- Paysagiste (si compétences distinctes des VRD demandées),
- Acoustique,
- Pyrotechnique
- Environnement

Clause d'exclusivité :

La clause d'exclusivité est valable pour l'ensemble des co-traitants et sous-traitants éventuels qui composeront le groupement et s'applique aux filiales ou agences appartenant à une même société ou à un même groupe, tous domaines de compétences confondus. En cas de manquement à cette règle d'exclusivité, les groupements présentant des membres communs seront déclarés irrecevables.

Exception : la clause d'exclusivité ne concerne pas la compétence pyrotechnique.

Missions de maîtrise d'œuvre :

Les missions confiées dans le cadre du présent marché sont :

Mission forfaitaire : diagnostic pyrotechnique	Un ou des BET ayant les capacités à réaliser les études spécifiques aux risques pyrotechniques et stockage de munitions : <u>étude de danger</u> , <u>étude du risque foudre</u> ,
---	---

	<u>étude du risque séisme,</u> <u>étude de la gestion de rejets des eaux,</u> <u>étude incendie spécifique au risque pyrotechnique.</u>
Missions de base	ESQ (Esquisse) APS (Avant-Projet Sommaire) APD (Avant-Projet Définitif) dont réalisation du <u>porté à connaissance</u> et obtention du PC) PRO (Etude de Projet) ACT (Assistance à la Passation des marchés de Travaux) VISA (mission de supervision de la phase d'exécution) DET (Direction de l'Exécution des Travaux) AOR (Assistance aux Opérations de Réception) dont DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés)
Missions complémentaires forfaitaires	SSI (Système de Sécurité Incendie) STD (Simulation Thermique Dynamique) FLJ (Facteur Lumière du Jour) DLE (Dossier Loi sur l'Eau) SYNTH (Synthèse) DEM (Démolition) TDS (Traitement de la Signalétique) CEM (Compatibilité Electromagnétique) HQE (Haute Qualité Environnementale) ESSP (Etude de Sureté et de Sécurité Publique) ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) OPC (Ordonnancement Pilotage Coordination)

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure au Code de la commande publique.
Le contenu de la mission ESQUISSE est complété des éléments demandés dans les documents de la présente consultation.

Il est précisé que les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention du permis de construire et des autres autorisations administratives, ainsi que l'assistance au maître d'ouvrage au cours de leur instruction.

2.4 - Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique.

Les candidats ne pourront présenter qu'une seule variante maximum.

La variante ne pourra concerner que le bâtiment tertiaire.

Elle devra respecter la notice technique du CETID (Centre d'Expertise des techniques de l'Infrastructure de la défense) pour les bâtiments de stockage et de manutention des munitions, le planning et les coûts.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.5 - Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

3 - Les intervenants

3.1 - Désignation du pouvoir adjudicateur

Nom de l'organisme : Préfecture de la Zone de Défense et de Sécurité Ouest - SGAMI OUEST

3.2 - Représentant de l'acheteur

Nom de l'organisme acheteur : SGAMI OUEST - Bureau Zonal des Achats et des Marchés publics

3.3 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.4 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

SAS AVENSIA
3 impasse de la Devinière
37170 Chambray-les-Tours

3.5 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.6 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.7 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.8 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du CCAP qui rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les manquements constatés.

4.2 - Confidentialité

Les informations et données dont le candidat a connaissance dans le cadre de ce marché présentent un caractère confidentiel.

Elles ne peuvent en aucun cas être communiquées à un tiers sans autorisation préalable expresse et écrite accordée par l'Administration.

Le candidat s'interdit toute communication écrite ou orale sur ce présent marché et toute remise, même partielle, de documents à un tiers sans l'accord préalable de l'Administration.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit par l'Administration sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

Les cotraitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

4.3 - Mesures de sécurité

L'attention du candidat est particulièrement attirée sur le fait que les travaux à exécuter se situent dans une enceinte à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre pour la sécurité. Le candidat devra se conformer aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter.

Pour l'exécution des prestations, l'attributaire doit respecter les mesures particulières de sécurité prévues.

Il est précisé qu'une autorisation individuelle d'accès est nécessaire pour la visite de site et l'exécution des prestations par l'attributaire.

Celle-ci, obligatoire pour tous les intervenants au projet, est délivrée seulement après enquête de sécurité. Aussi, il appartient au candidat de prendre ses dispositions en conséquence.

L'administration peut retirer cette autorisation individuelle à tout moment sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Les cotraitants et sous-traitants du candidat sont soumis à cette même règle.

5 – Contenu du dossier de consultation

En phase candidature, le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Règlement de la consultation
- Annexe au RC : cadre de réponse candidature
- Planning
- Note programmatique (remise sur demande via formulaire cité ci-dessous)
- Attestation sur l'honneur relative au respect des sanctions à l'égard de la Russie
- Formulaire de demande de note programmatique et engagement de confidentialité

Modalité d'obtention de la note programmatique :

Transmission par le candidat de son formulaire de demande comprenant son engagement de confidentialité (disponible dans le dossier de consultation) dûment complété et signé accompagné de sa pièce d'identité (recto-verso), par le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr> via l'onglet « question » de la consultation, avec en objet : Demande de note programmatique.

A titre indicatif, les pièces du DCE **en phase offre** comprendra notamment les pièces suivantes :

- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- L'attestation de visite
- Le cadre du mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat
- Annexe code RVB
- Annexe coûts
- Programme Technique Détaillé et ses annexes
- Le règlement de la consultation (RC) et ses annexes
- Annexe au Règlement de consultation - cadre de réponse candidature à compléter par les candidats
- Le programme de l'opération et ses annexes
- Les fiches espaces communiquées aux candidats admis à concourir
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le planning prévisionnel de l'opération
- Diagnostic amiante, plomb et HAP
- Rapport de reconnaissances géotechniques réalisées pour le bâtiment 042BIS
- Relevé topographique du site
- Notice technique du CETID pour les bâtiments de stockage et de manutention des munitions

Les documents définitifs seront joints au dossier de consultation des concepteurs remis aux candidats admis à la phase restreinte et transmis par voie électronique sur le profil acheteur www.marches-publics.gouv.fr

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **10 jours calendaires** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les candidats pourront demander des informations complémentaires. Toute question devra être envoyée via la plateforme www.marches-publics.gouv.fr **au plus tard 16 jours calendaires** avant la date limite de remise des candidatures pour permettre une éventuelle diffusion des réponses à tous les candidats potentiels dans de bonnes conditions.

Il ne sera pas fait de réponse aux questions posées au-delà de cette limite.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Attention : les courriels de la plateforme peuvent être réceptionnés dans les spams de la boîte mail, le candidat doit donc s'assurer de la bonne configuration de sa messagerie.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Les documents de la consultation ne pourront en aucun cas être modifiés à l'exception des éléments à compléter par le candidat. Toute modification de ces documents entraînera un rejet de la candidature.

Pour la phase de candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner. Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusions, le candidat produit son numéro unique d'identification SIREN permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique. A fournir pour chaque membre du groupement.	Non
À titre de preuve qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, le candidat peut fournir les attestations de régularité sociale et de régularité fiscale, datant de moins de 6 mois. A fournir pour chaque membre du groupement.	Non
Attestation sur l'honneur relative au respect des sanctions à l'égard de la Russie (signature manuscrite) A fournir pour chaque membre du groupement.	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles. A fournir pour chaque membre du groupement.	Non
Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. A fournir pour chaque membre du groupement.	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Lettre d'intention précisant le ressenti du candidat sur les enjeux du projet, l'apport que son expertise pourra apporter au maître d'ouvrage, les bénéfices qui pourront en être retirés par rapport aux cibles annoncées.	Non
Présentation synthétique de l'équipe candidate (composition, qualifications, titre d'études, moyens humains et matériels). Le candidat apportera des précisions sur l'antériorité de collaboration de l'équipe et sur l'organisation du groupement en phase études et travaux. Gabarit de présentation : 3 pages format A4 maximum.	Non
Liste de références sur les 5 dernières années, ayant un rapport avec les caractéristiques et exigences du projet envisagé ici, en précisant pour chacune de ces références le nom du Maître d'ouvrage, la composition de l'équipe de Maîtrise d'œuvre, l'ampleur des réalisations (surfaces, coûts), la complexité, la mission effectuée, l'année de réalisation de l'opération.	Non
3 ou 4 d'entre elles seront commentées et illustrées librement sous forme d'une affiche verticale composée de deux formats A3. Une bande de 2 cm située en haut de cette affiche sera réservée à l'identification des candidats. Les références en constructions similaires à celles du projet seront privilégiées par le candidat.	Non
Le candidat peut fournir la preuve d'une assurance pour les risques professionnels (assurance de responsabilité civile professionnelle et responsabilité civile décennale), à jour pour l'année en cours ; A fournir pour chaque membre du groupement.	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Certificats de qualifications professionnelles, à jour pour l'année en cours, ou attestations de maîtres d'ouvrages pour les autres membres ; A fournir pour chaque membre du groupement.	Non
Pour le mandataire, preuve de la qualification d'architecte pour l'année en cours. L'architecte fournira son attestation d'inscription à l'ordre des architectes pour l'année en cours.	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour la phase d'offre, à titre indicatif chaque candidat aura à produire un projet de marché comprenant les pièces suivantes, présentées en deux enveloppes distinctes :

#une enveloppe contenant les prestations demandées, présentées sous une forme anonyme :

Libellés	Signature
<p>Cadre de réponse synthétique (architectural, surfaces, technique, fonctionnel, calendaire ...) suivant annexe au Règlement de Consultation.</p> <p>Annexe à remettre au format POWERPOINT et au format PDF.</p>	Non
<p>Les candidats remettront également un carnet de plans A3 présentant les différents niveaux de bâtiment et permettant d'identifier par un code couleur les différentes catégories de surfaces :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Surface Utile SU : bleu - Surface Dans Œuvre SDO : rouge - Surface Plancher SP : vert <p>Selon annexe Codes RVB annexe au Règlement de Consultation</p>	Non
<p>Cadre de réponse Tableau de surfaces suivant annexe au Règlement de Consultation.</p> <p>Annexe à remettre au format EXCEL et au format PDF.</p>	Non
<p>Mémoire environnemental et énergétique (8 pages maximum)</p> <p>Développer les moyens performanciers que le concepteur propose en faveur de l'environnement, notamment au regard des objectifs environnementaux ainsi que des performances thermiques fixés dans le programme.</p>	Non
<p>Cadre de réponse Coûts suivant annexe au Règlement de Consultation</p> <p>Estimatif des travaux par corps d'état permettant de justifier la compatibilité du projet avec la part de l'enveloppe du programme consacrée aux travaux.</p> <p>Annexe à remettre au format EXCEL et au format PDF.</p>	Non
	Non

Cadre de réponse Calendrier suivant annexe au Règlement de Consultation	
Annexe à remettre au format EXCEL et au format PDF.	
<p>En complément du cadre de réponse Calendrier le candidat fournira une proposition de planning optimisé avec découpage et enclenchement des différentes phases d'études ainsi qu'une proposition de calendrier des travaux détaillée par corps d'état.</p> <p>Détailler et illustrer le principe de phasage des travaux envisagé par le concepteur, du démarrage jusqu'à la livraison. Le recours à des bâtiments modulaires devra être défini et quantifié sur la durée.</p>	Non
<p>Prestations graphiques sous forme de 2 planches format A0 rigide comportant :</p> <p>A. Plan-masse : nord vers le haut au 1/500e</p> <p>B. Vues en plan de tous les niveaux</p> <p>C. Deux coupes significatives minimum</p> <p>D. Façades des bâtiments avec ombres portées</p> <p>E. Perspectives ou axonométries extérieures en couleur</p> <p>F. Perspectives intérieures en couleur</p> <p>(Les images devront également être fournies en JPEG/PNG)</p>	Non
A. Plan-masse, Nord vers le haut, au 1/500e de l'ensemble du terrain et de ses abords.	Non
<p>B. Vues en plan de tous les niveaux concernés par l'opération au 1/200e, sous-sol et combles compris le cas échéant, faisant apparaître les principes de structure, les éventuelles trames, les espaces de circulations, les espaces réservés aux entités fonctionnelles, les locaux techniques...</p> <p>Les candidats devront suivre la trame couleur jointe en annexe au présent règlement de consultation.</p>	Non
C. Au minimum, deux coupes significatives dont une coupe transversale, permettant d'apprécier l'intégration du projet dans la topographie du site.	Non
D. Les façades des bâtiments avec ombres portées, en couleur.	Non
E. Des perspective(s) ou axonométrie(s) extérieure(s) en couleur détaillant à minima les vues prépondérantes du projet	Non
F. Des perspectives intérieures en couleur permettant d'apprécier à minima l'ambiance des principaux espaces	Non
	Non

En outre, les concurrents fourniront une copie sur support physique informatique (clé USB, etc.) des éléments de rendu écrits et graphiques demandés en s'attachant à ce qu'ils puissent être facilement restitués et dupliqués sous la forme d'un cahier de format A3, en s'attachant à adapter les échelles au format A3 et à minimiser le volume des fichiers .pdf.	
--	--

#une enveloppe contenant les pièces de l'offre de prix :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes dont le rappel de la composition de l'équipe avec la répartition financière pour chaque cotraitant, incluant la prime.	Oui

Il est précisé que toute violation relevée par le jury de la règle de l'anonymat par un candidat entraînera son élimination pour non-conformité et en conséquence le non-paiement de la prime prévue.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les tâches que l'acheteur souhaite faire effectuer exclusivement par le titulaire du contrat seront indiquées au cahier des charges.

6.2 - Présentation des variantes

Les candidats présenteront un dossier général " variante ". Ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

Si le candidat souhaite présenter une variante, il devra obligatoirement répondre à l'offre de base.

La variante sont limitées à 1 par groupement.

6.3 - Planches

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront des planches (format A0). Le contenu exhaustif de la remise des offres et projets est annoncé à l'article précédent. Ces prestations devront être remises anonymisées auprès du secrétariat de concours tel que défini. Le candidat ayant remis les éléments demandés recevra une prime d'un montant de 8 000,00 € Euros HT.

Toutefois, dans le cas où son offre serait incomplète ou ne répondrait pas au cahier des charges, une réduction ou la suppression de la prime pourra être effectuée par le pouvoir adjudicateur, conformément à la décision du jury.

Les éléments graphiques (art 6.1) ainsi qu'une clé USB contenant les panneaux au format PDF feront l'objet d'une remise sur support physique à l'adresse suivante :

Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Ouest
Bureau des Achats et des Marchés Publics
28 rue de la Pilate
bâtiment A
35136 SAINT JACQUES DE la LANDE

Les prestations devront être déposées durant les heures d'ouverture :
de 08 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 16 h 00

6.4 - Visites sur site

Une visite en phase offres sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de la visite seront détaillées dans le règlement de la consultation en phase offre.

Il ne sera répondu à aucune question lors de la visite. Les questions éventuelles des concurrents devront être formulées par écrit postérieurement à la visite des lieux par l'intermédiaire du profil acheteur.

En réponse, un compte-rendu comportant l'ensemble des questions et réponses sera transmis ultérieurement aux trois candidats.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les candidatures devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 – Pré-requis techniques et format électronique

Le candidat devra se référer aux pré-requis techniques et aux conditions générales d'utilisation pour toute action sur ledit site.

Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Le candidat a la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le DC et poser des questions sur le DC. Un guide d'utilisation est également disponible sur le site dans la rubrique « aide ».

Afin de pouvoir lire les documents mis à disposition par la personne publique, le candidat devra disposer d'un outil ZIP (lecture et création) et pouvoir lire les fichiers PDF des logiciels permettant de lire les formats ou extensions suivants : « doc » « odt » « xls » « ods » « pdf » « dxf » « plt » « dwg ».

7.2 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Pour chaque phase de la procédure, le pli doit contenir les pièces définies au présent règlement de la consultation. Pour la phase d'offre, il devra contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les prestations demandées et les pièces de l'offre de prix.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Pour chacune des phases, si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la phase concernée.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Bureau Zonal des Achats et des Marchés Publics
28 rue de la Pilate
CS 40725
35207 RENNES Cedex 2

Nommage des pièces à produire/à compléter : les titres devront être courts, format en MAJUSCULES et SANS accent.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :
Les différentes pièces écrites ou graphiques ne devront excéder 15mo par planche ou par fichier.
Toutes les images utilisées pour les composer devront également être remises séparément par les candidats admis sous format JPEG ou PNG.

Au stade de la remise des plis, la signature électronique des documents n'est pas exigée.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

La transmission sur support physique électronique n'est possible qu'au stade de la remise des projets et uniquement pour les prestations ne devant pas faire l'objet d'une remise physique sous forme de planches graphiques notamment.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour la consultation en phase candidature. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Les modalités de transmission en phase offre seront communiquées dans un second règlement de consultation.

8 - Composition et avis du jury

8.1 - Composition du jury

Conformément au code de la commande publique, le jury sera composé d'un tiers de personnes qualifiées et indépendantes vis-à-vis des candidats.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres est présente.

Certains membres du jury ont voix délibérative et certains membres du jury ont voix consultative. Le jury peut aussi auditionner toute personne susceptible de lui apporter des informations utiles. Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres est présente.

Le jury émet un avis sur l'ensemble des candidatures et des projets remis. Une commission technique chargée d'éclairer les travaux du jury pourra être éventuellement formée.

8.2 - Avis du jury

Le jury dresse :

- un procès-verbal d'examen des candidatures et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir.
- un procès-verbal d'examen des prestations des candidats et formule un avis motivé.

8.3 - Organisation de l'anonymat - Secrétariat de concours

Le secrétariat du concours est assuré par un commissaire de justice (coordonnées communiquées dans le règlement de consultation en phase offre). Il a pour mission de faire respecter la règle de l'anonymat des prestations remises par les concurrents.

- Dès réception des plis, le secrétariat du concours décachètera les plis et attribuera un code à chaque projet, qui sera reporté sur tous les documents contenus dans la 1ère enveloppe ainsi que sur la 2nde enveloppe ;
- Il recensera ensuite les prestations remises au titre de la 1ère enveloppe et vérifiera le respect de l'anonymat sur ces pièces (absence de signes distinctifs sur les documents permettant d'en identifier l'auteur), y compris les supports numériques ; Si le secrétariat du concours constate que l'anonymat n'est pas totalement respecté, il prendra toute mesure appropriée pour le rendre effectif ;
- Une fois ces vérifications effectuées ; les pièces contenues dans la 1ère enveloppe seront remises à la commission technique qui sera chargée de les analyser ;
- Pour préserver l'anonymat, le secrétariat de concours conservera la 2nde enveloppe comportant le projet de marché jusqu'à la fin des délibérations du jury de sélection.

9 - Examen des candidatures et des offres

9.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 4 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur a décidé de limiter le nombre de candidats qui seront invités à participer à la phase d'offre. Le nombre minimum de candidats qu'il a prévu d'inviter est de **3 (trois)**.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum, l'acheteur pourra néanmoins poursuivre la procédure avec les candidats disposant des capacités requises.

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont, sans ordre d'importance, les suivants :

Critères
1-Appréciation de la motivation du groupement, formulée au travers d'une note de candidature
2-Appréciation de la méthodologie de travail proposée par le groupement
3-Adéquation des compétences techniques, financières et professionnelles avec l'objet du marché, appréciée au vu des moyens humains, financiers et techniques mobilisés par le groupement
4-Adéquation entre les références du groupement et l'objet de l'opération et qualité architecturale de ces références, appréciées au vu : A. Des principales réalisations des 5 dernières années, B. Des 3 opérations représentatives présentées du mandataire

A l'issue de l'examen des candidatures, seuls les candidats admis à soumissionner sont invités à participer à la suite de la consultation et à remettre une offre. Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

En application de l'article R. 2144-5 du Code de la commande publique, les candidats sélectionnés doivent remettre, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, les documents justificatifs et autres moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique. Les éléments et documents rédigés dans une langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.

Pour ce faire, l'acheteur adresse un courrier à chaque candidat sélectionné afin qu'il fournisse ces documents dans le délai imparti, qui ne peut être supérieur à 6 jours.

Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes documents pour chacun de ses sous-traitants. En cas de groupement, le mandataire remet également les mêmes documents pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants.

Si un candidat sélectionné ne fournit pas les documents demandés dans le délai imparti, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé.

NOTA : Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents justificatifs et autres moyens de preuve dès la phase de candidature.

9.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

CRITERES	
1- URBANISME ET ARCHITECTURE	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence du plan masse et intégration urbaine - Expression architecturale intérieure et extérieure
2- FONCTIONNALITE ET SURFACES	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence de la fonctionnalité générale et surfaces développées - Cohérence de la fonctionnalité détaillée des entités et surfaces développées
3- TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> - Performance des solutions constructives proposées - Ambitions environnementales des solutions techniques du projet
4- MAITRISE DU CADRE OPERATIONNEL	<ul style="list-style-type: none"> - Cohérence et maîtrise des coûts - Cohérence et maîtrise calendaire (y compris cohérence et maîtrise du phasage des travaux)
5- DIAGNOSTIC PYROTECHNIQUE	<ul style="list-style-type: none"> - Démonstration de la bonne compréhension et de la bonne prise en compte des études spécifiques à réaliser concernant le contexte pyrotechnique de ce projet. - Démonstration de la bonne compréhension et de la bonne prise en compte de la "notice technique du CETID pour les bâtiments de stockage et de manutention des munitions" pour ce projet. <p>(sachant que le type de munitions stockées dans le bâtiment 042TER sera uniquement le type DR 1.4).</p>

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

9.3 - Suite à donner à la consultation

Le jury, après examen des offres, formule un avis motivé, établit un classement des projets, et dresse un procès-verbal. L'anonymat sera levé une fois que le procès-verbal sera signé par tous les membres du jury à voix délibérative.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

Les attestations d'assurance décennale seront également produites dans le même délai.

A l'issue du concours, sur avis du jury, l'acheteur lance une procédure sans publicité ni mise en concurrence lui permettant de négocier avec le ou les lauréats, après le dépôt de l'offre, les conditions techniques, administratives et financières du marché de maîtrise d'œuvre décrit en objet.

A l'issue de la négociation, l'attribution du marché est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

10 - Récompenses

A l'issue de la consultation, tous les candidats admis à concourir et ayant remis des prestations répondant au programme bénéficieront d'une prime d'un montant maximal de 8 000,00 € Euros HT (montant ferme non révisable et non actualisable).

Cette prime couvre un rendu niveau APS qui est à remettre lors du dépôt des offres.

La rémunération du titulaire du marché de maîtrise d'œuvre tient compte de la prime reçue pour sa participation à la procédure.

Dans le cas où une offre serait incomplète ou ne répondrait pas au programme, une réduction ou la suppression de la prime pourra être effectuée par le pouvoir adjudicateur.

11 - Renseignements complémentaires

11.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 12 jours calendaires avant la date limite de remise des plis. Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 7 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

11.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte

CS44416

35044 Rennes Cedex

tél. : 02 23 21 28 28

greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte

CS44416

35044 Rennes Cedex

tél. : 02 23 21 28 28

greffe.ta-rennes@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte

CS44416

35044 Rennes Cedex

tél. : 02 23 21 28 28

greffe.ta-rennes@juradm.fr

13 - Protection des données personnelles

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée. Au titre de la traçabilité et de la transparence, l'entreprise est garante, à tout moment, de la conformité, de la sécurité et de la garantie de la confidentialité des données à caractère personnel traitées. L'entreprise s'engage à prendre en compte les principes de protection des données dès la conception d'un service requérant un ou plusieurs traitements de données personnelles. Elle tient un registre de traitements des données et tient à la disposition du maître d'ouvrage, les documents relatifs à la sécurité de ses données, les analyses de risques et la liste détaillée des mesures de sécurité mises en œuvre. Cette communication devra être effectuée dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit heures après la découverte de la faille de sécurité ou suivant réception d'une plainte.

Le candidat s'engage à informer le maître d'ouvrage de la survenance de toute faille de sécurité, perte de données et d'incidents ainsi que de toute plainte adressée par tout individu concerné par le traitement réalisé au titre du contrat.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

A l'issue de la procédure, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser une exposition nominative des projets des candidats qui auront participé au concours. La participation à la consultation vaut autorisation, de la part des candidats admis à participer, pour une telle exposition.

Le maître d'ouvrage conserve la propriété des prestations du lauréat du concours sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables.

Les prestations du lauréat ne peuvent être utilisées par le maître d'ouvrage que lorsqu'il confie à son auteur une mission d'étude ou de maîtrise d'œuvre.

Les prestations des autres concurrents ne peuvent être utilisées en tout ou partie par le maître d'ouvrage sans accord de leurs auteurs, sauf à des fins d'exposition publique ou de publication.